
Fiches

Cadrage économique



Avertissement

Sur les sites Internet de l'Insee (www.insee.fr) et d'Eurostat (<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>) pour les données internationales, les chiffres essentiels sont actualisés régulièrement.

Les comparaisons internationales contenues dans cet ouvrage s'appuient sur des données harmonisées publiées par Eurostat, qui peuvent différer des données nationales diffusées par les instituts nationaux de statistique.

Les données chiffrées sont parfois arrondies, en général au plus près de leurs valeurs réelles. Le résultat arrondi d'une combinaison de chiffres (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

1.1 PIB, croissance et déficit public

En 2016, le produit intérieur brut (PIB) **en volume** progresse de 1,2 %, un rythme proche de celui des deux années précédentes (+ 0,9 % en 2014 et + 1,1 % en 2015). Le rythme de la croissance reste ainsi inférieur à celui d'avant 2008 (autour de 2 % par an en moyenne sur la période 2000-2007).

La production ralentit nettement en 2016 (+ 1,0 % après + 1,5 % en 2015) mais moins que les consommations intermédiaires (+ 0,9 % après + 2,2 % en 2015). La production industrielle décélère du fait de replis dans l'agroalimentaire et la cokéfaction-raffinage et d'un ralentissement dans les matériels de transport. Elle reste inférieure de 7,0 % à son plus haut niveau, atteint en 2007. Dans l'agriculture, la chute de la production s'amplifie en raison de conditions climatiques défavorables au printemps et durant l'été (- 5,5 % après - 1,5 %). Dans la construction, la production se stabilise après deux années de baisse (0,0 % après - 2,0 % en 2014 et - 1,4 % en 2015).

En 2016, les dépenses de consommation des ménages accélèrent de nouveau (+ 2,3 % après + 0,7 % en 2014 et + 1,4 % en 2015) et contribuent pour + 1,2 point à la croissance du PIB. Les dépenses en services progressent à un rythme plus soutenu qu'en 2015 (+ 1,7 % après + 0,9 %), notamment grâce à une accélération dans l'hébergement-restauration (+ 3,0 % après + 0,3 %) et les transports (+ 3,1 % après + 0,4 %). La consommation des touristes français à l'étranger rebondit (+ 5,2 % après - 5,2 %). Les dépenses en énergie-eau-déchets accélèrent également (+ 2,8 % après + 2,0 %), en raison de températures moins clémentes en 2016 qu'en 2015. La consommation de produits agricoles rebondit (+ 2,6 % après - 0,4 %). À l'inverse, les dépenses en produits manufacturés ralentissent (+ 1,8 % après + 2,1 %).

Définitions

Évolutions en volume : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Ainsi, le poids de chaque composante élémentaire est réestimé chaque année. Le chaînage permet de prendre en compte la déformation de structure de l'économie (prix relatifs, poids des différents produits dans la consommation, etc.), ce qui est souhaitable en particulier dans le cas de séries longues ou de composantes connaissant une évolution rapide (matériel électronique par exemple).

Pour en savoir plus

- *L'Économie française – Comptes et dossiers*, coll. « Insee Références », édition 2017.
- « Les comptes des administrations publiques en 2016 – Le déficit public poursuit lentement sa baisse », *Insee Première* n° 1651, mai 2017.
- « Les comptes de la Nation en 2016 – Le PIB croît de 1,2 %, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1650, mai 2017.

En 2016, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,3 % en volume après + 1,1 %), du fait notamment des dépenses d'action sociale.

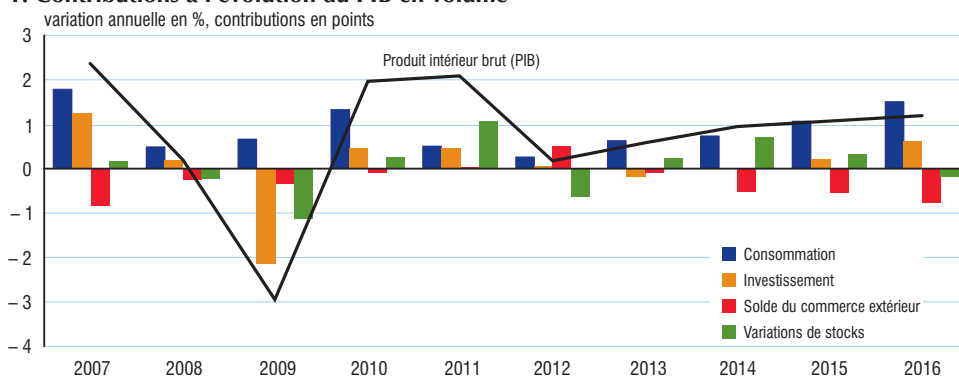
L'investissement est plus dynamique en 2016 (+ 2,8 % après + 1,0 %), mais reste en niveau inférieur de 2,1 % à celui de 2008. L'accélération en 2016 est due au rebond de l'investissement des ménages (+ 2,4 % après - 2,1 %) et, dans une moindre mesure, à l'atténuation de la baisse de celui des administrations publiques (- 0,1 % après - 3,0 %) ainsi qu'à la poursuite de l'accélération de l'investissement des entreprises non financières (+ 3,6 % après + 3,1 %).

En 2016, les importations en volume (+ 4,2 % après + 5,7 %) progressent de nouveau plus vite que les exportations (+ 1,8 % après + 4,3 %). En conséquence, le commerce extérieur contribue de nouveau négativement à l'activité, à hauteur de - 0,8 point de PIB (après - 0,5 point en 2015). En valeur, le solde extérieur se détériore très sensiblement (- 10,3 milliards d'euros) en dépit d'un nouveau repli du prix des hydrocarbures.

En 2016, le déficit public au sens de Maastricht s'établit à 75,9 milliards d'euros soit 3,4 % du PIB, en baisse par rapport à l'année 2015 (3,6 %). En part de PIB, les recettes publiques diminuent de 0,1 point et les dépenses diminuent de 0,3 point. Le solde des administrations publiques locales devient positif et atteint + 3,0 milliards d'euros, sous l'effet de la baisse de l'investissement et des consommations intermédiaires. Le déficit des administrations de sécurité sociale s'améliore de 1,8 milliard d'euros alors que celui des administrations publiques centrales se dégrade de 2,2 milliards d'euros. Le poids de la dette publique dans le PIB augmente de 0,7 point pour atteindre 96,3 % (2 147,2 milliards d'euros). ■

PIB, croissance et déficit public 1.1

1. Contributions à l'évolution du PIB en volume



Champ : France.

Lecture : en 2016, la consommation contribue pour + 1,5 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

2. PIB et opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2016		
	2014	2015	2016	Prix, évolution depuis 2015 (en %)	Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en point de %)
Produit intérieur brut (PIB)	0,9	1,1	1,2	0,4	2 228,9	1,2
Importations	4,8	5,7	4,2	-2,4	695,6	-1,3
Ensemble des emplois finals	1,8	2,2	1,9	-0,3	2 924,4	2,5
Consommation effective des ménages	1,1	1,4	2,1	-0,1	1 576,5	1,5
dont : dépenses de consommation :						
des ménages ¹	0,7	1,4	2,3	-0,1	1 186,1	1,2
individualisable des administrations publiques ¹	2,1	1,5	1,6	-0,3	343,6	0,2
Consommation collective des administrations publiques	-0,1	0,5	0,7	0,2	183,1	0,1
Investissement	0,0	1,0	2,8	0,5	489,4	0,6
dont : entreprises non financières	1,7	3,1	3,6	0,6	276,7	0,4
ménages	-3,0	-2,1	2,4	0,8	111,6	0,1
administrations publiques	-5,3	-3,0	-0,1	0,0	76,1	0,0
Variations de stocks (en contribution au PIB) ²	0,7	0,3	-0,2	///	23,3	-0,2
Exportations	3,3	4,3	1,8	-1,7	652,2	0,5

1. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

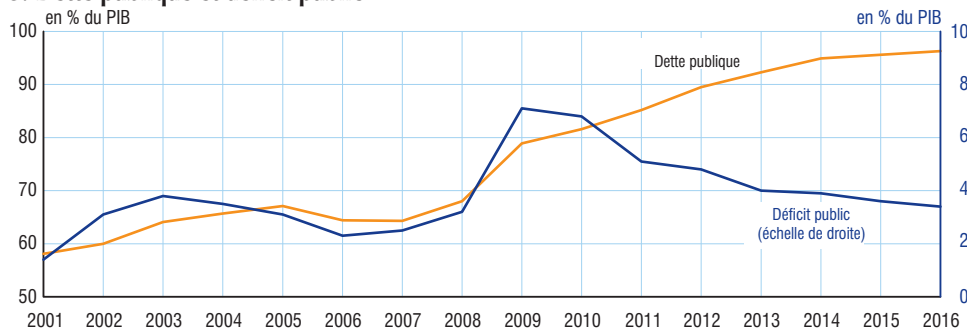
2. Les variations de stocks sont y compris « acquisitions moins cessions d'objets de valeurs ».

Champ : France.

Lecture : en 2016, l'investissement contribue à hauteur de 0,6 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Dette publique et déficit public



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

1.2 Revenu disponible brut et pouvoir d'achat des ménages

En 2016, le **pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages** (RDB) connaît sa plus forte hausse depuis 2007 (+ 1,8 %). Si le revenu disponible en euros courants a progressé plus fortement que l'an passé (+ 1,7 % contre + 1,1 % en 2015), le pouvoir d'achat a également bénéficié de la baisse des prix (- 0,1 % après + 0,3 % en 2015).

La rémunération totale des salariés (y compris cotisations sociales employeurs) progresse plus vite en 2016 qu'en 2015 (+ 1,8 % en euros courants après + 1,3 %). Les salaires nets accélèrent (+ 1,9 % après + 1,4 % en 2015) en raison de la meilleure tenue de l'emploi salarié (+ 0,7 % après + 0,3 % en 2015), alors que la croissance du salaire moyen par tête (+ 1,2 %) est proche de celle de 2015 (+ 1,1 %). Les cotisations sociales progressent globalement en lien avec l'évolution de la masse salariale, celles à la charge des salariés augmentant plus vite (+ 3,0 %) que celles à la charge des employeurs (+ 1,2 %). Les revenus des entrepreneurs individuels augmentent de 1,7 % après + 1,4 % en 2015, alors qu'ils avaient baissé de 10 % entre 2008 et 2014.

Les revenus du patrimoine (constitués des loyers réels et des **loyers imputés**, ainsi que des revenus financiers) sont quasi stables en 2016 (+ 0,1 % après + 0,4 % en 2015). Les loyers reçus par les ménages progressent au même rythme qu'en 2015 (+ 2,1 % après + 2,2 %), alors que les revenus nets financiers chutent de 3,2 % (après - 2,5 % en 2015). Cette baisse tient essentiellement à la forte diminution (pour la troisième année d'affilée) des revenus des placements en assurance-vie (- 6,5 %) alors que les dividendes perçus par les ménages ne baissent que légèrement (- 0,3 %).

Après avoir fortement augmenté en 2012 (+ 9,0 %), les impôts courants sur le revenu et le patrimoine poursuivent leur ralentissement

en 2016 (+ 1,1 % après + 1,7 % en 2015 et 2014, + 4,9 % en 2013) en raison notamment du renforcement de la décote d'impôt sur le revenu.

Les prestations sociales reçues par les ménages accélèrent légèrement (+ 1,8 %) après quatre années de ralentissement. Les dépenses d'indemnisation du chômage continuent de croître sous l'effet notamment d'une hausse du taux de couverture par l'assurance chômage. En revanche, les prestations familiales se replient, du fait d'une baisse de la natalité et de l'application en année pleine de la modulation des allocations familiales en fonction des revenus. Le gel des pensions de retraite contient la progression des prestations vieillesse.

Les **dépenses « pré-engagées »** sont celles réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (dépenses de logement ou de téléphonie par exemple). Depuis 50 ans, leur part dans les dépenses de consommation des ménages a doublé : ces dépenses représentent aujourd'hui près de 30 % du RDB des ménages. Le pouvoir d'achat du **revenu « arbitral » des ménages** augmente (+ 2,0 %) plus vite que le pouvoir d'achat du RDB pour la troisième année consécutive. En effet, les dépenses de consommation « pré-engagées » sont moins dynamiques que le RDB des ménages (+ 1,4 % contre + 1,7 %), notamment du fait de la baisse des prix des dépenses énergétiques dans les logements et du repli de la consommation en services financiers.

Le pouvoir d'achat est une grandeur macro-économique. Pour approcher une mesure plus individuelle, il faut tenir compte du nombre et de la composition des ménages en rapportant l'évolution du pouvoir d'achat à celle des **unités de consommation** (UC). Le pouvoir d'achat du RDB par UC progresse de 1,4 % et revient à son niveau de 2009. ■

Définitions

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDB) comprend les revenus d'activité (rémunérations des salariés et revenu mixte) et les revenus du patrimoine, augmentés des prestations sociales hors transferts en nature et diminués des impôts et cotisations sociales versés. L'évolution du **pouvoir d'achat du RDB** mesure l'évolution du RDB, corrigée de l'évolution du prix des dépenses de consommation des ménages.

Revenu « arbitral » des ménages : différence entre leur revenu disponible brut et les **dépenses de consommation « pré-engagées »**.

Loyers imputés, unités de consommation, dépenses de consommation « pré-engagées » : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- *L'Économie française*, coll. « Insee Références », édition 2017.
- « Les comptes de la Nation en 2016 - Le PIB croît de 1,2 %, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1650, mai 2017.

Revenu disponible brut et pouvoir d'achat des ménages 1.2

1. Revenu disponible, revenu arbitral des ménages et évolution de leur pouvoir d'achat par unité de consommation

		2012	2013	2014	2015	2016
Revenu disponible brut (en milliards d'euros)	a	1 318,3	1 321,9	1 338,5	1 353,3	1 377,0
Dépenses de consommation « pré-engagées »	b	379,1	386,9	387,1	393,9	399,5
Revenu « arbitral »	a - b	939,2	935,1	951,4	959,4	977,5
Évolutions (en %)						
Du revenu disponible brut		0,5	0,3	1,3	1,1	1,7
Du revenu « arbitral »		-0,3	-0,4	1,7	0,8	1,9
De l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages		1,4	0,6	0,1	0,3	-0,1
De l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages autre que « pré-engagée »		2,0	0,9	-0,2	0,0	-0,2
Du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages¹		-0,9	-0,4	1,1	0,8	1,8
Du pouvoir d'achat « arbitral » des ménages ²		-2,2	-1,3	1,9	0,9	2,0
Du nombre d'unités de consommation		0,6	0,7	0,6	0,5	0,4
Du pouvoir d'achat du revenu disponible brut par unité de consommation¹		-1,5	-1,0	0,5	0,4	1,4
Du pouvoir d'achat « arbitral » par unité de consommation ²		-2,8	-2,0	1,3	0,4	1,7

1. L'évolution calculée au sens de la comptabilité nationale est déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

2. L'évolution calculée est déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non « pré-engagées » des ménages.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

2. Du revenu primaire au revenu disponible des ménages

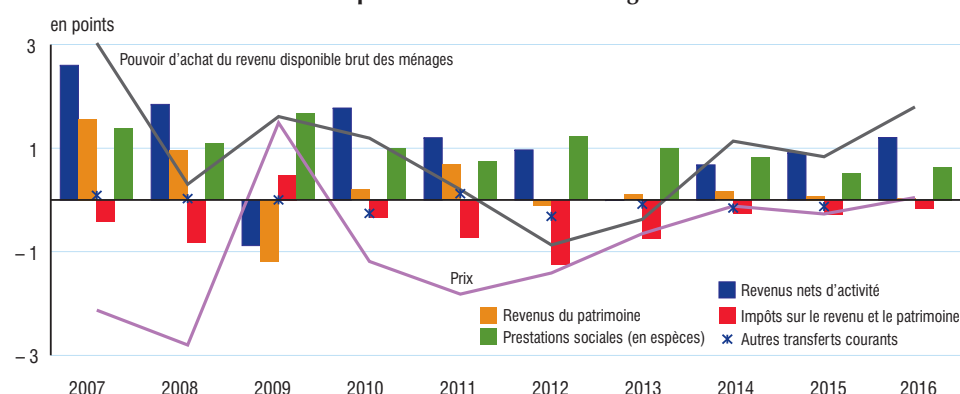
		En 2016		Évolution en valeur (en %)	
		Montant (en Md€)	Part dans le revenu disponible brut (en %)	2015	2016
Rémunération des salariés	1	1 179,0	85,6	1,3	1,8
<i>dont salaires et traitements bruts</i>		862,1	62,6	1,5	2,0
Revenu mixte	2	121,9	8,9	1,4	1,8
<i>dont entrepreneurs individuels</i>		116,2	8,4	1,4	1,7
Revenu du patrimoine	3	283,8	20,6	0,4	0,1
Revenu primaire	4=1+2+3	1 584,8	115,1	1,1	1,5
Impôts sur le revenu et le patrimoine	5	-218,7	-15,9	1,7	1,1
Cotisations sociales salariés et non-salariés versées	6	-154,4	-11,2	1,6	2,2
<i>dont cotisations sociales à la charge des salariés</i>		-124,0	-9,0	2,5	3,0
Cotisations sociales employeurs versées	7	-316,9	-23,0	0,7	1,2
Prestations sociales reçues en espèces	8	484,6	35,2	1,5	1,8
Solde des autres transferts courants (reçus moins versés)	9	-2,5	-0,2	n.s.	n.s.
Revenu disponible brut (RDB)	(4+5+6+7+8+9)	1 377,0	100,0	1,1	1,7

Champ : France.

Note : la rémunération des salariés recouvre les salaires et traitements bruts et les cotisations sociales à la charge des employeurs.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Champ : France.

Lecture : en 2016, les impôts sur le revenu et le patrimoine en euros courants contribuent pour -0,2 point à la progression du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages, les prix ayant une contribution de +0,1 point.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

1.3 Consommation et épargne des ménages

En 2016, la **dépense de consommation des ménages** en volume progresse à un rythme nettement plus soutenu que les années précédentes (+2,3 % après +1,4 % en 2015 et +0,7 % en 2014). Elle profite de l'accélération du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (+1,8 % après +0,8 %) dans un contexte de reflux des prix (-0,1 % après +0,3 %). Le **revenu disponible brut des ménages** augmentant un peu moins vite que leurs dépenses de consommation, le **taux d'épargne des ménages** se replie de 0,4 point pour atteindre 13,9 %. Le **taux d'épargne financière** des ménages est lui aussi en recul (-0,4 point, à 4,6 %). La consommation effective des ménages – qui inclut les dépenses directement financées par la collectivité, en hausse de 1,5 % – augmente de 2,1 % en volume après +1,4 % en 2015.

En 2016, la part des **dépenses « pré-engagées »** dans le revenu disponible brut (29,0 %) diminue de 0,1 point en raison de la forte contraction du prix des produits pétroliers et du recul de la consommation en services financiers. Les dépenses de logement, chauffage et éclairage représentent les trois quarts des dépenses « pré-engagées ». Les dépenses liées au logement restent sur la même dynamique qu'en 2015 (+1,3 % en volume en 2016 après +1,1 %). Celles de chauffage et d'éclairage sont orientées à la hausse (+2,5 % après +2,2 % en 2015), sous l'effet notamment de températures assez basses fin 2016. Mais le repli du prix du fioul domestique, lié à celui des produits pétroliers et du gaz, en limite l'effet sur les dépenses « pré-engagées » en valeur. Par ailleurs, les

loyers directement pris en charge par les ménages, c'est-à-dire après déduction des aides au logement, continuent de ralentir (+1,3 % après +2,0 %) sous l'effet du ralentissement des prix des loyers et d'une augmentation plus forte que l'an passé des aides au logement.

En 2016, les achats de véhicules confirment leur redressement (+7,3 % en volume après +5,2 % en 2015). Ce mouvement concerne aussi bien le marché des voitures neuves que celui de l'occasion (respectivement +6,5 % et +8,2 % en 2016). Soutenues par des services de télécommunications dynamiques, les dépenses de consommation en biens et services de communication poursuivent leur croissance en volume en 2016 (+4,1 % après +4,2 % en 2015), alors que leur prix continue de se replier, mais dans une moindre mesure que les années passées (-1,7 % après -3,9 % en 2015 et -6,8 % en 2014). Les dépenses liées à la culture et aux loisirs progressent à un rythme supérieur à celui de 2015 (+2,8 % en volume après +1,2 %), en lien avec le dynamisme de la consommation en appareils électroniques et informatiques, ainsi qu'en services culturels et récréatifs. La consommation de produits alimentaires et boissons non alcoolisées progresse à un rythme proche de celui de 2015 (+1,2 % en volume). Enfin, la consommation en services financiers recule massivement en valeur en 2016 (-7,4 % après +12,0 % en 2015) en raison notamment d'une forte diminution de la marge de taux d'intérêt réalisée par les banques sur les crédits ; l'évolution en volume est en revanche similaire aux années passées. ■

Définitions

Dans le système de comptabilité nationale, deux concepts de **dépenses de consommation des ménages** sont distingués :

- la « dépense de consommation des ménages » recouvre les seules dépenses que les ménages supportent directement. Elle exclut ainsi les dépenses de consommation remboursées par la Sécurité sociale ou prises en charge par certaines allocations (par exemple logement) ;
- la « consommation finale effective » recouvre l'ensemble des biens et services consommés par les ménages, que ces derniers financent intégralement ou partiellement cette dépense.

Le **revenu disponible brut des ménages** correspond au revenu, après impôts et prestations sociales, que les ménages peuvent affecter à la consommation ou à l'épargne. Le **taux d'épargne des ménages** est le rapport entre l'épargne des ménages et leur revenu disponible. L'épargne des ménages peut être utilisée soit pour l'investissement (essentiellement pour l'acquisition de logements ou des dépenses de gros entretien), soit pour des placements financiers ou des remboursements d'emprunt. La capacité de financement des ménages correspond au solde de l'épargne et de l'investissement. Le **taux d'épargne financière** est le rapport de la capacité de financement au revenu disponible.

Les **dépenses « pré-engagées »** désignent les dépenses réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « Les comptes de la Nation en 2016 – Le PIB croît de 1,2 %, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1650, mai 2017.

Consommation et épargne des ménages 1.3

1. Évolution de la consommation des ménages par fonction

	Variations en volume au prix de l'année précédente					en %
						Coefficients budgétaires ¹
	2012	2013	2014	2015	2016	2016
Alimentation et boissons non alcoolisées	0,5	1,2	1,1	1,0	1,2	13,4
<i>dont produits alimentaires</i>	0,6	1,2	1,1	0,8	1,2	12,2
Boissons alcoolisées et tabac	-2,1	-2,9	-2,7	1,4	0,7	3,5
Articles d'habillement et chaussures	-2,2	-0,8	1,1	1,1	-0,7	3,8
Logement ² , chauffage, éclairage	1,9	0,9	-1,2	1,1	1,3	26,2
Équipement du logement	-1,6	-1,6	0,3	1,2	1,2	4,9
Santé (dépenses à la charge des ménages)	2,2	1,7	1,7	2,0	2,6	4,2
Transports	-4,0	-2,0	-0,5	2,5	4,1	13,1
Communications	10,9	14,5	4,8	4,2	4,1	2,6
Loisirs et culture	-1,3	-1,6	1,5	1,2	2,8	8,5
<i>dont appareils électroniques et informatiques</i>	0,0	-3,2	2,2	-0,4	4,5	1,3
Éducation (dépenses à la charge des ménages)	2,9	4,3	1,4	2,6	2,1	1,0
Hôtels, cafés et restaurants	-0,8	-1,2	1,6	0,4	3,0	7,0
Autres biens et services	0,2	1,8	1,7	1,0	0,7	12,1
Dépenses de consommation des ménages	-0,3	0,5	0,7	1,4	2,3	100,0
Dépenses de consommation financées par la collectivité³	1,6	1,4	2,1	1,6	1,5	///
ISBLSM ³	0,7	1,0	2,6	2,2	1,0	///
Administrations publiques ³	1,7	1,4	2,1	1,5	1,6	///
<i>dont : santé</i>	2,7	2,5	3,7	2,8	2,8	///
<i>éducation</i>	0,4	0,4	0,9	0,5	0,6	///
Consommation effective des ménages	0,2	0,7	1,1	1,4	2,1	///

1. Le coefficient budgétaire représente la part de la dépense en valeur consacrée à un bien ou un service particulier (ou à une catégorie de biens ou services) dans la dépense de consommation des ménages. Pour que la somme des coefficients budgétaires soit égale à 100, il faut y ajouter le poids de la correction territoriale (différence entre les achats à l'étranger des résidents et les achats en France des non-résidents) : - 0,1.

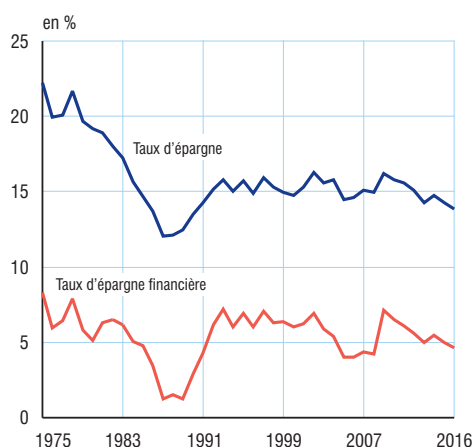
2. Y compris les loyers dits « imputés ».

3. Les dépenses de consommation financées par la collectivité regroupent les dépenses de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM : unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages, comme les organisations caritatives, les clubs sportifs, etc.), ainsi que les dépenses des administrations publiques en biens et services individualisables.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

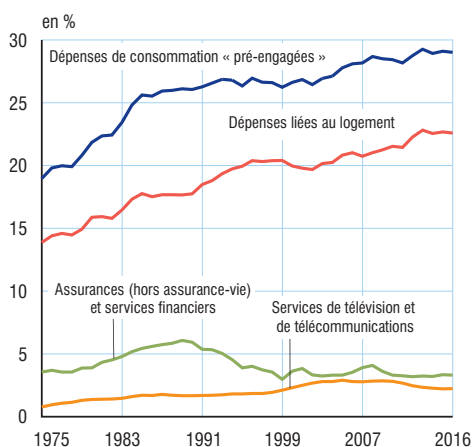
2. Taux d'épargne des ménages



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Part des dépenses de consommation « pré-engagées » dans le revenu disponible brut



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.